

PETIT LIVRE  
DE L'ADHÉRENT

# **La Révolution En Marche!**

NOS PREMIÈRES  
ORIENTATIONS

VOLUME I *Décembre 2016*

Ce livret est publié à l'attention  
des adhérents d'En Marche!

—

# ***EN MARCHÉ!***

est un mouvement citoyen qui part  
d'une conviction : les Français doivent être  
le cœur de la vie politique, et non son décor.

Ce mouvement n'est pas une somme  
d'individus, mais le rassemblement  
de personnes engagées qui partagent toutes  
un socle de valeurs.

—

Ce livret rassemble les **premières orientations**  
portées par Emmanuel Macron. Elles seront  
complétées au cours des prochaines  
semaines pour constituer le projet que  
nous proposerons aux Français.

*Nous croyons  
au progrès face à tous  
les conservatismes. Nous croyons  
que le temps n'est  
pas aux petits ajustements  
mais à l'innovation  
radicale. Nous croyons en  
l'émancipation de tous.*

*Nous croyons que  
le destin de l'Europe  
et celui de la France  
sont indissociables.  
Nous croyons en notre capacité  
à agir ensemble.*

---

# Notre progressisme

## Égaux devant la liberté

Nous devons nous battre pour réconcilier deux valeurs que nous avons trop souvent opposées, que la droite et la gauche ont respectivement monopolisées, alors que la devise de notre pays les place sur le même plan : la liberté et l'égalité.

Les Français sont viscéralement attachés à la liberté ? Pourtant, notre pays est le champion des blocages, qui empêchent trop souvent l'émancipation de chacun.

Les Français ont la passion de l'égalité ? Pourtant, la mobilité sociale dans notre pays est de moins en moins forte : une personne pauvre hier avait plus de chance de réussir qu'une personne pauvre aujourd'hui.

Nous devons réunir la liberté et l'égalité, pour une société plus efficace et plus juste.

**C'est cela le vrai progressisme.**

## Réconcilier les France

La mondialisation fait surgir de nouvelles inégalités. D'un côté, il y a les Français qui profitent de l'ouverture de notre pays sur le monde, de l'autre, il y a les Français les plus modestes et les plus fragiles qui sont les premières victimes de la concurrence exacerbée, des transformations technologiques, de la précarité et du chômage, des problèmes de santé et du retrait des services publics.

À côté de la France des métropoles qui bénéficient largement de la mondialisation, la France « périphérique » est fragilisée. Dans la France des banlieues comme dans la France rurale, la dynamique de progrès est enrayée.

Les progressistes doivent se battre et rappeler que la mondialisation sans règle, sans protection et sans redistribution est insupportable, mais aussi que, sans intégration à l'économie mondiale et sans modernisation de notre économie, notre pays serait condamné à la stagnation et au déclin.

**C'est cela le vrai progressisme.**

# **La société que nous voulons**

Nous souhaitons :

**Passer d'une société des statuts à celle des sécurités individuelles**, dans laquelle on protège les individus, pas les postes.

**Passer d'une économie de rattrapage à une économie de l'innovation**, déconcentrée, plus horizontale, plus agile et plus inventive.

**Passer d'un modèle centralisé de décisions unilatérales à un modèle plus équilibré** qui s'appuie sur la vitalité de la société dans tous les territoires et permet à chacun de s'engager.

**Passer d'un pays inégalitaire à une société juste** en répondant à l'envie de chacun de pouvoir faire ses choix, et à la nécessité d'être solidaires, en particulier envers les plus faibles.

C'est une mission qui prendra dix ans. Nous sommes capables de relever ensemble le défi que ce temps nous lance en renouant le fil d'une Histoire millénaire qui nous a vus inventer les Lumières, prétendre à l'universel, créer une culture inédite et construire une économie forte. Il y a faut de l'énergie. Cette énergie existe. Elle est profonde, et elle vient de loin. C'est le devoir de la politique de lui permettre enfin de s'exprimer.

**Le moment que nous vivons est bien celui d'une refondation profonde. Voici celle que nous vous proposons.**

# Économie: Investir dans notre avenir

*Depuis 2000, nous avons détruit près de neuf cent mille emplois industriels – la part de l'industrie dans notre PIB est passée de 17 % à 12 %.*

Si nous voulons réussir, être justes avec les plus fragiles et garder notre rang, le tout dans un contexte particulièrement difficile, nous devons développer des activités, produire dans notre pays et ainsi construire les conditions d'une nouvelle prospérité. Ni relance ni rigueur dogmatiques, il s'agit de trouver un équilibre entre réduction des dépenses et nécessité d'accompagner une économie qui souffre encore de la crise qu'elle a traversée. Nous devons mener une politique souple, respectueuse de notre croissance économique.

---

## **Un investissement privé au service de l'innovation pour une croissance solide**

L'investissement nécessite :

- 1 • Davantage de visibilité et de stabilité : s'engager à ne pas réformer une même politique ou un même impôt plusieurs fois dans la durée du mandat, laisser du temps et évaluer.
- 2 • De réduire le coût du travail : c'est à cette condition que les entreprises pourront embaucher et avoir les moyens d'investir. Pour remplacer le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) par une mesure plus pérenne, les cotisations patronales seront réduites de 6 points pour toutes les entreprises, y compris celles de l'Économie Sociale et Solidaire.
- 3 • Un nouveau cadre fiscal et réglementaire : pour encourager la prise de risque et donner à nos entreprises l'accès aux capitaux dont elles ont besoin.

---

## **Un investissement public planifié sur cinq ans**

Il doit être ciblé sur :

- 1 • Le capital humain au travers de l'éducation, de la formation, de la recherche.
- 2 • La transition écologique, soit produire et consommer autrement afin de devenir une société bas carbone.
- 3 • La transition numérique avec, par exemple, le déploiement de la fibre sur tout le territoire.

**« Nous devons encourager les entreprises à investir. »**

# **Écologie: produire en France et sauver la planète**

Si nous voulons réussir dans le 21<sup>e</sup> siècle sur le plan économique, nous devons apporter notre réponse au défi écologique.

Ce sujet est au cœur de notre quotidien parce qu'il concerne notre alimentation, notre santé, nos logements, nos moyens de transport. Il bouscule notre modèle de développement et plus fondamentalement la pérennité de notre civilisation.

# **« Le combat pour l'environnement est avant tout politique. Il est également économique. »**

---

## **Continuer d'agir au niveau international**

Aller au delà de la COP 21, dont les engagements devront être revus à la hausse pour être compatibles avec l'objectif de deux degrés.

---

## **Taxer la pollution plutôt que le travail**

Récompenser les comportements vertueux des citoyens comme des entreprises, grâce à une fiscalité environnementale qui permettrait notamment d'alléger la fiscalité du travail.

---

## **Construire un nouveau pacte avec le monde agricole**

Appréhender la nouvelle écologie comme un facteur de développement pour notre agriculture et permettre au plus grand nombre d'accéder à une alimentation de qualité, à des prix accessibles, mais qui garantissent un revenu décent aux agriculteurs.

# École: éduquer tous nos enfants

*Les enfants d'ouvriers et d'employés sont 2 fois moins nombreux à aller dans l'enseignement supérieur que les enfants de cadres.*

Notre système éducatif maintient les inégalités, voire les accentue, au lieu de les réduire. Ainsi, la France est le pays européen où les résultats à l'école dépendent le plus de l'origine sociale des parents.

L'école ne permet plus d'acquérir le socle de compétences fondamentales qui permettent l'émancipation. En France, un cinquième des élèves quitte l'école primaire sans maîtriser les fondamentaux de la lecture et de l'écriture.

Si nous souhaitons permettre à chacun de trouver sa place et de choisir sa vie, l'École est le combat le plus déterminant.

---

## Lutter contre les inégalités à la racine.

Investir massivement dans les écoles maternelle et primaire, notamment dans les réseaux d'éducation prioritaire, par exemple en divisant par deux, dans ces zones, la taille des classes de CP.

---

## Faciliter l'insertion sur le marché de l'emploi

Faire de l'enseignement professionnel une priorité de l'Éducation nationale.

Afficher, au moment des inscriptions universitaires, les résultats des élèves des trois années précédentes: combien sont allés au bout, combien ont trouvé un emploi, combien poursuivent un cursus supérieur, peut éclairer les décisions des étudiants.

---

## Réussir la démocratisation de l'Université

Protéger les étudiants les plus modestes avec une véritable aide sociale. Permettre de faire contribuer les étudiants les plus aisés pour disposer de davantage de moyens afin d'attirer les meilleurs enseignants, de rénover les bâtiments, d'accroître le montant des bourses ou d'ouvrir les bibliothèques en soirée et en fin de semaine.

---

## S'appuyer sur les enseignants

Assumer l'autonomie des établissements scolaires et permettre une révolution depuis le terrain. Des moyens importants seront dégagés pour les équipes d'enseignants qui souhaiteraient se regrouper et expérimenter des solutions nouvelles dès la rentrée 2017.

**« Pour mener cette révolution, nous devons nous appuyer sur les enseignants. »**

# **Travail: pouvoir vivre de son travail**

*Nous dépensons plus de 30 milliards d'euros par an pour la formation professionnelle, mais elle bénéficie surtout à ceux qui ont le moins besoin – les cadres, les titulaires de CDI – au détriment des chômeurs et des moins qualifiés.*

Le rôle de la politique est de déployer un cadre qui permettra à chacune et à chacun de trouver sa voie, de devenir maître de son destin, d'exercer sa liberté, de pouvoir choisir sa vie, puis de pouvoir vivre de son travail. C'est avec cette promesse d'émancipation que la politique doit renouer.

Le chômage n'est pas une fatalité, mais un combat que nous pouvons gagner grâce aux mesures justes qui donneront à tous les acteurs la capacité de faire face aux changements.

---

## Créer un vrai service public de l'activité et de la formation

Nous allons avoir de plus en plus besoin de formation :

- 1 • Une formation plus importante pour ceux qui en ont le plus besoin : les chômeurs ou les travailleurs pauvres, par exemple, verront leurs droits renforcés.
- 2 • Une formation plus simple : les utilisateurs pourront s'adresser directement aux prestataires de formation, sans intermédiaire.
- 3 • Une formation plus efficace : les résultats des formations en termes de retour à l'emploi et de progression salariale seront publiés.

---

## Autoriser de nouveaux compromis au travail

Définir les fondamentaux dans la loi, comme l'égalité femmes/hommes ou le salaire minimum, mais permettre, par accords majoritaires, de trouver de nouvelles souplesses au niveau de l'entreprise ou de la branche. Par exemple, permettre des accords sur des seuils différents de déclenchement des heures supplémen-

taires selon les besoins des salariés (âge, pénibilité...) et la situation de l'entreprise (taille, difficultés...).

---

## Augmenter le revenu de tous les travailleurs

L'écart entre le salaire brut et le salaire net sera réduit en supprimant les cotisations maladie et chômage que paye le salarié. Pour les indépendants et les fonctionnaires, nous interviendrons sur d'autres cotisations pour que l'effet sur le pouvoir d'achat soit de même ampleur. Cette mesure sera financée entièrement par une hausse de la CSG de l'ordre de 1,7 point.

Les petites retraites (40% des retraités) et les indemnités chômage ne seront en revanche pas concernées par cette augmentation de la CSG.

Cette mesure est à l'opposé d'une hausse de la TVA qui frappe le plus ceux qui sont obligés de consommer tous leurs revenus : c'est-à-dire les plus modestes.

**« Le travail est le moteur de l'émancipation individuelle et collective. »**

# ***Solidarité:* insérer chacun dans la société**

Sans solidarité, notre société se désagrègerait. La liberté de choisir sa vie serait exclusivement réservée aux plus forts et refusée aux plus faibles.

Nous devons inventer de nouvelles protections et de nouvelles sécurités.

# «*Inventer de nouvelles protections et de nouvelles sécurités.*»

---

## **Le revenu universel n'est pas une bonne solution**

Nous n'y croyons pas financièrement. Un revenu universel, versé sans conditions de ressources, coûterait extrêmement cher. Il supposerait d'augmenter beaucoup la fiscalité, notamment sur les classes moyennes. Sinon, il serait à un niveau ridicule et affaiblirait les plus pauvres.

Mais, surtout, nous croyons dans la fierté et l'émancipation que le travail apporte.

Nous ne croyons pas que certaines personnes ont, par définition, vocation à subsister en marge de la société, sans autres perspectives que de consommer une maigre allocation.

---

## **Apporter solidarité, assistance et considération aux plus fragiles**

En accompagnant les transitions, en facilitant la requalification, en proposant aux plus marginalisés des activités gratifiantes et utiles pour la collectivité pour réinsérer progressivement, et en étant implacable avec la part minoritaire de fraudeurs qui fait peser la suspicion sur tous.

# ***Protection Sociale: universaliser les droits***

Alors que le monde du travail s'est considérablement morcelé, en une multitude de situations, d'emplois, de contrats, et que les parcours professionnels sont moins linéaires, notre système social ne parvient plus à corriger les inégalités.

Le principe de refondation est donc clair : notre protection sociale doit être reconstruite pour répondre aux besoins réels des Français. Ce n'est plus le travailleur en fonction de son statut, de sa catégorie, qui doit être protégé, mais chacun d'entre nous, quelle que soit notre situation.

---

## Proposer un régime universel de retraite

Afin que la retraite ne reflète pas un statut, mais la réalité du travail effectué la question de la durée de cotisation doit être posée en fonction des besoins différents et non de manière uniforme.

---

## Proposer un régime universel d'assurance chômage

Face à un risque aussi répandu que le chômage, il doit être ouvert aux démissionnaires, mais aussi aux indépendants, aux commerçants et aux artisans qui choisissent de prendre des risques pour développer leur activité.

---

## Trois réformes concrètes, dans la perspective de l'extension du régime actuel :

Le financement :  
il devra davantage reposer sur l'impôt et moins sur des cotisations sociales, car nous devons tous participer à son financement, pas seulement les salariés.

Le pilotage :  
Le rôle de l'État devra être renforcé dans le pilotage des décisions relatives à l'assurance-chômage, aujourd'hui déléguées aux organisations qui ne représentent que les salariés et les employeurs.

L'indemnisation :  
le plafond des indemnités (plus de 7000 euros), très supérieur à la moyenne de l'UE, sera revu à la baisse.

**« Notre protection sociale doit être reconstruite pour répondre aux besoins réels des Français. »**

# **Santé: passer d'un système de soins à un système de prévention**

Si nous avons des chercheurs, des hôpitaux, des professionnels de santé parmi les meilleurs au monde, l'excellence n'est pas accessible à tous. Notre système de santé souffre de profondes inégalités.

Nous sommes également confrontés à de nouveaux défis: l'émergence des maladies chroniques qui imposent de nouvelles prises en charge, le vieillissement ou encore la démocratisation de la santé.

Enfin et surtout, si notre système de santé est très bon pour soigner, il est très mauvais pour prévenir. Les 73 000 et 50 000 morts par an liées respectivement au tabac et à l'alcool en témoignent.

C'est pour toutes ces raisons que nous devons construire un système de prévention.

# « Donner plus d'autonomie aux acteurs locaux et régionaux. »

*En 2050, un Français sur trois sera âgé de plus de 60 ans, contre un sur cinq il y a dix ans.*

---

## Valoriser l'acte de prévention

Permettre aux professionnels de santé de se déployer partout dans la société : permettre aux étudiants de faire de la prévention dans nos écoles, aux infirmières d'aller faire du dépistage dans nos entreprises, sensibiliser plus encore la population à ces enjeux à toutes les étapes de la vie. Par ailleurs, faire évoluer la rémunération des médecins, pour les encourager à mieux tenir compte des enjeux de prévention.

---

## Permettre un changement porté par le terrain.

Donner plus d'autonomie aux acteurs locaux et régionaux, qui connaissent le mieux les besoins d'un territoire et de sa population, ainsi qu'en encourageant le travail commun des médecins et la création de maisons de santé.

---

## Transformer notre système de santé sur le long terme

Ne dérembourser aucun « petit soin » utile. Engager des réformes globales sur plusieurs années en s'appuyant sur l'innovation.

# ***Territoire:* réconcilier les France**

Le rêve français a toujours été un rêve d'unification. Depuis Paris, l'action de l'État a longtemps cherché à uniformiser, à apporter les mêmes services et les mêmes infrastructures à tous les territoires de France. Mais depuis plusieurs années, notre pays se fragmente sous nos yeux.

Nous devons renoncer au rêve d'une France uniforme et mener une politique adaptée aux spécificités de chaque territoire.

---

## **Faciliter les transitions d'activité dans les anciens bassins industriels**

Permettre aux territoires de partir à la conquête de secteurs innovants à haute valeur ajoutée pour se réorienter.

Ce ne sont pas les emplois qu'il faut protéger mais les personnes qu'il faut accompagner à travers les reconversions nécessaires.

---

## **Développer les infrastructures et les services publics dans les territoires ruraux**

Afin de disposer, dans les cinq ans, d'au moins un moyen de communication rapide qui les relie efficacement avec les villes et les lieux d'activité indispensables à leur développement.

---

## **Adapter la réglementation dans les Outre-Mer à la spécificité des territoires**

Permettre la réussite par l'innovation et l'investissement, en les faisant bénéficier notamment d'un régime fiscal et social qui corrige les contraintes.

**« Mener une politique adaptée aux spécificités de chaque territoire. »**

# **Logement: recréer de la mobilité géographique et sociale**

À bien des égards, alors que nous devons affronter une série de défis, notamment environnementaux et sociaux, notre politique du logement est obsolète. Elle a notamment été conçue pour une société sédentarisée alors même que les Français déménagent plus, divorcent plus fréquemment et ont besoin d'être plus mobiles.

Elle est aussi inefficace. Nous sommes le pays européen qui dépense le plus en la matière, alors même que nous comptons 3,8 millions de mal-logés. Les dispositifs d'aide représentent 40 milliards d'euros et ont davantage pour effet d'alimenter l'inflation des prix que d'aider les plus démunis.

Face à ce constat, nous devons mener une politique plus ambitieuse.

---

## Construire plus

Mettre en œuvre des procédures accélérées et d'exception, en particulier en zones tendues (notamment les grandes métropoles), afin de libérer le foncier et de construire rapidement les logements dont nous avons besoin.

---

## Faciliter la construction

Nous nous engageons à ne pas créer de nouvelles normes de construction durant le prochain quinquennat (hors textes communautaires).

---

## Recréer de la mobilité géographique et sociale

Créer un bail mobilité plus court et plus flexible à destination des Français qui trouvent un emploi qui suppose de déménager. Réduire les freins au déménagement en limitant les « frais de notaire ».

---

## Accroître la transparence et la simplification dans la sélection des candidats au logement social

Mise en ligne des candidatures et instauration d'un processus d'attribution réparti entre des acteurs moins nombreux.

---

## Réussir la transition énergétique

Aller plus loin dans la rénovation thermique des logements en créant un dispositif de financement puissant.

L'accès à ce financement reposera notamment sur la prise en compte des économies futures dégagées par ces travaux et venant diminuer par exemple le budget chauffage des foyers concernés.

# « Créer un bail mobilité. »

# ***Identité:* vouloir la France**

**Vouloir la France c'est vouloir lutter contre tout ce qui fracture notre pays, le renferme et nous fait craindre le risque de guerre civile. C'est vouloir la liberté de conscience, une Nation exigeante et bienveillante.**

---

## **Affirmer clairement qu'en France chacun est libre de croire ou ne pas croire**

Libre de pratiquer ou non une religion, avec le niveau d'intensité qu'il désire en son for intérieur. La laïcité est une liberté avant d'être un interdit. Mais celle-ci implique également une intransigeance quant au respect des lois de la République. Nous devons aborder ce sujet avec exigence, ensemble, de manière dépassionnée.

---

## **Combattre l'islam radical**

Démanteler les organisations qui prêchent la haine de la République, de ses lois, de nos valeurs, de ce que nous sommes et de ce qui nous tient.

---

## **La France est une volonté de destinée commune**

Volonté de la France, qui voit l'altérité comme un enrichissement. Volonté de l'étranger qui décide de participer à une destinée collective et de l'embrasser entièrement.

---

## **Accueillir et former rapidement les personnes qui ont droit à la protection de la France**

Tout en réformant les conditions d'examen des demandes : les demandes d'asiles seront examinées au plus près des zones de conflit, dans les pays limitrophes. Les consulats y seront préparés.

---

## **Être réaliste et reconnaître que la France ne peut pas accueillir tout le monde à n'importe quelles conditions**

Chaque personne qui arrive dans notre pays doit donc s'engager à respecter, à défendre nos valeurs : l'égalité entre les femmes et les hommes, la liberté de conscience et de culte, y compris la liberté de ne pas croire.

# Sécurité: protéger les Français

La France s'est vue récemment touchée par des attentats odieux et traverse plus généralement des bouleversements inédits de sa société. Ce sont des temps difficiles, mais qu'elle peut surmonter.

Parmi les dangers du temps présent, il y a l'illusion de croire que nous pourrions éliminer le mal par les barrières, les déchéances, le fichage, les camps, l'oubli et le mépris des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces propositions violent les principes hérités de notre Histoire, sans nous apporter en efficacité.

D'un point de vue rigoureusement pratique, nous croyons que l'arsenal antiterroriste actuel est suffisant. Nos services de renseignement nous déconseillent de prendre des mesures telles que l'incarcération des personnes fichées « S ». Le respect de l'Etat de droit nous l'interdit.

Il s'agit d'assurer la sécurité de chacun en développant les différents moyens dont nous disposons.

---

## La lutte contre le terrorisme est d'abord et avant tout une bataille du renseignement

Il faut le structurer sur le territoire afin de pouvoir récupérer des renseignements au niveau de la ville, voire du quartier.

---

## Mieux exploiter les données

En créant une cellule centrale de traitement des données de masse de renseignement, comme les Britanniques ou les Américains ont su le faire, qui rapporterait directement au Conseil de défense.

**« Le rôle de l'État : assurer la sécurité de chacun. »**

---

## Mettre en place une nouvelle police de proximité

Elle permettra de développer une connaissance renforcée du terrain et de collecter les informations qui permettront d'identifier en amont les individus dangereux ou en voie de radicalisation.

---

## Recruter

Dans les trois prochaines années, au-delà des 9 000 embauches décidées qui sont encore en cours, 10 000 fonctionnaires de police et de gendarmerie seront recrutés.

---

## Responsabiliser la société toute entière

L'identification de la menace est essentielle : associations professeurs, chefs d'entreprises... nous devons tous être plus vigilants.

# ***L'Europe:* à refonder**

L'Europe est un projet profondément français.  
L'Europe, ce n'est pas Bruxelles : c'est nous.

C'est aussi un projet qui repose sur une triple promesse de paix, de prospérité et de liberté qui semble aujourd'hui distante pour les Européens, remise en question par les différentes menaces et difficultés économiques.

Nous constatons un épuisement des idées et des méthodes à l'échelle européenne. C'est un système complet qui rend l'âme et tourne à vide, un système épuisé, coupé du monde et du réel. Nous devons donc redonner du souffle à l'Europe.

---

## **Restaurer la souveraineté européenne.**

Car face aux défis actuels, l'Europe est le niveau d'action le plus pertinent. En matière migratoire par exemple, nous devons coopérer davantage en investissant dans une vraie force commune de garde-côtes et gardes-frontières ainsi que dans un système commun de cartes d'identité.

---

## **Poursuivre la convergence économique au sein de la zone Euro**

Créer un budget de la zone euro qui financera les investissements communs, aidera les régions les plus en difficulté et répondra aux crises, ainsi qu'un poste de ministre des finances de la zone euro responsable de piloter le budget, définir les priorités et d'accompagner les États dans leurs réformes. Il serait responsable devant l'ensemble des parlements de la zone euro qui assureraient un contrôle démocratique de son action.

---

## **Atteindre une convergence fiscale, sociale et énergétique**

Dans les dix ans à venir, mettre au cœur de la zone euro les sujets de budget de fiscalité de protection sociale et de transition énergétique.

---

## **Faire de la démocratie à l'échelle européenne une réalité concrète**

Lancer, dès l'automne 2017, des conventions démocratiques dans toute l'Union Européenne afin que se tienne un débat européen sur le contenu de l'action de l'Union, sur les politiques qu'elle mène, sur les priorités qu'elle doit avoir.

# **« Redonner du souffle à l'Europe. »**

# ***Engagement:* rendre le pouvoir à ceux qui font**

Un désir profond de politique et d'engagement citoyen anime notre pays. Pourtant, une fatigue démocratique s'est installée. Les Français ne supportent plus le « système », l'inefficacité de l'action publique, la prise en otage de leur destinée par quelques-uns. Ce qui alimente la colère ou le rejet de nos concitoyens, c'est la certitude que le pouvoir est aux mains de dirigeants qui ne leur ressemblent plus, ne les comprennent plus, ne s'occupent plus d'eux.

Il nous faut changer les pratiques qui posent problème. L'enjeu est de savoir comment notre pays peut se doter de dirigeants publics qui puissent le représenter davantage, et qui soient à la hauteur du moment.

---

## La politique

Faciliter le renouvellement de la classe politique ; d'abord en introduisant une dose de proportionnelle mais aussi en limitant le cumul des mandats dans le temps et en accompagnant celles et ceux de tous horizons qui le souhaitent à s'engager.

---

## Les administrations

Pour permettre aux acteurs publics d'innover et d'expérimenter, il faudra garantir aux universités, aux établissements scolaires et aux agents de terrain une véritable autonomie.

---

## Les territoires

Nous irons plus loin dans la décentralisation. Les métropoles qui réussissent, par exemple, pourront absorber les compétences de leur département, à l'image de la ville de Lyon.

---

## Le droit à l'erreur

Nous créerons un droit à l'erreur dans les relations entre les Français et l'administration. Ce sera à l'administration de prouver qu'une erreur a été commise par un administré de manière intentionnelle.

Par exemple, un employeur qui oublie de déclarer à l'URSSAF la prime de Noël qu'il verse à ses salariés ne sera plus automatiquement sanctionné : il pourra faire valoir son droit à l'erreur.

Autre exemple, une personne aux revenus modestes qui retrouve un travail et, ignorant les détails de la procédure, le déclare avec un mois de retard au service du RSA ne subira pas de pénalités : elle pourra faire valoir son droit à l'erreur.

Ce droit ne s'appliquera pas en matière pénale ou lorsque la sécurité d'une personne est engagée.

**« Ce ne sont pas les institutions mais les pratiques qui posent problème. »**

**« Si la démocratie  
n'a pas de prix,  
elle a un coût. »**

– Emmanuel Macron

DONNEZ :  
[en-marche.fr/je-donne](https://www.en-marche.fr/je-donne)

[www.en-marche.fr](https://www.en-marche.fr) @enmarchefr